

Electrices, Electeurs de la Circonscription de Louviers

Appelés par l'**Union des Forces Démocratiques (U.F.D.)** et la **Fédération Socialiste Unifiée de l'Eure (P.S.U.)**, nous voici, Henri Bonnel et moi, candidats au siège qui fut près de trente ans celui d'un Homme d'Etat courageux dont nous sommes honorés d'avoir reçu l'investiture morale.

En 58, les armes empoisonnées de la calomnie et de la démagogie valurent le succès au candidat du « Rassemblement des oui » ; vous mesurez en 62 ce qui reste des affirmations et des promesses d'alors. Quant au sortant, devenu partisan d'un « non » hypocrite et calculé, il a droit au titre de **faux prophète** qu'il décernait à **Pierre Mendès France**, désigné par les comploteurs du 13 mai comme l'homme à abattre...

4 ans ont passé, quel est le bilan ? : Un pays inquiet et divisé

Après avoir claironné « Je vous ai compris ! » De Gaulle, qui a trompé tout le monde — civils et militaires, Français d'ici et de là-bas — a dû consentir à l'indépendance du peuple algérien, prolongeant de quatre ans une guerre funeste. Le sortant, lui, claironnait : « Le F.L.N. est désarçonné, la paix se prépare en Algérie », mais il ne s'agissait que de piper vos suffrages.

Au-dedans, ce pouvoir « qui ne recule pas » a su brimer et humilier les Anciens Combattants, mais permettre la **hausse incessante des prix et favoriser au maximum les profits capitalistes** — le niveau de vie a augmenté trois fois moins vite sous le régime actuel, constate le rapporteur du Budget au Sénat — les « réformes » promulguées sont des caricatures : des magistrats que le pouvoir prétend asservir ; un **Enseignement Public indigent, mutilé, en situation catastrophique**.

...Mais le sortant, imitant le Général, promettait qu'on allait gouverner « avec autorité et stabilité ».

L'autorité ? elle est sapée chaque jour par l'arbitraire gouvernemental : ainsi la réforme tarifaire de la S.N.C.F. que l'on n'ose appliquer à 12 départements — avant le référendum bien entendu.

La stabilité ? Trois ministres se sont succédé aux Finances, autant à l'Intérieur et à l'Agriculture, sept à l'Information, huit à l'Education Nationale : **la valse ministérielle a repris de plus belle !**

La conclusion est évidente : un chef de l'Etat qui piétine sa propre constitution, multiplie les dépenses fastueuses — une « république » monarchique — une opinion publique troublée, déçue parce que trompée, anxieuse parce que déconcertée, qui pense de plus en plus que le régime ne survivra pas à son fondateur et qu'il faut **préparer des institutions qui cessent d'être à la merci des humeurs et de l'orgueil d'un homme.**

Le remède ?

un contrat honnête avec le Pays républicain

De toutes parts l'idée s'affirme et la puissante remontée du « Non » le prouve : Les Français ne veulent plus être des citoyens passifs dont on règle les affaires — et si mal — hors de leur participation et de leur contrôle.

Ils n'acceptent ni une **république de façade**, ni le retour aux **méthodes pernicieuses** des régimes périmés. A cet égard, ni les destructeurs des républiques d'hier ni les profiteurs du gaullisme ne sont qualifiés pour établir **une démocratie réelle, efficace et moderne.**

C'est sur des **bases saines et des engagements clairs** que doit être passé le contrat entre les citoyens et ceux qu'ils appellent à l'honneur de gouverner en leur nom.

Un Programme de Redressement et de Progrès

Les Moyens : Un **contrat de législature** entre le gouvernement et la majorité dont il doit être l'expression directe, la **dissolution**, en cas de désaccord, permettant de recourir à l'arbitrage du Pays au lieu d'être un moyen de chantage à la disposition du chef de l'Etat.

Une information objective et non une propagande éhontée par la radio et la télévision dont le pouvoir gaulliste a fait son monopole.

Le respect et la défense des libertés publiques : liberté d'expression et de réunion — libertés syndicales.

Les Buts : Des réformes vitales et constructives.

Financement, **en priorité absolue**, d'une véritable **réforme de l'Enseignement**. La richesse première de la France, et sa grandeur, résident dans la **formation intellectuelle et technique de sa jeunesse** — le tiers de la population globale. Il est significatif que moins de 4 % des fils de travailleurs citadins ou ruraux puissent accéder à l'enseignement supérieur. Démocratiser l'enseignement c'est, en particulier, rapprocher le collège et le lycée des enfants des campagnes. **La force de frappe est un gouffre de mort tandis que l'instruction de nos enfants est une œuvre de vie.**

Une planification démocratique

Plans d'investissement, de modernisation et d'équipement doivent cesser d'être l'affaire de technocrates. Leur examen et leur adoption par le Parlement comportant un Conseil Economique doté de pouvoirs réels doivent être précédés des avis fournis par les assemblées locales, départementales et régionales — ces dernières à créer — afin que les forces vives du pays — associations agricoles, syndicats ouvriers, chambres de métiers, chambres de commerce — soient directement concernées par l'élaboration d'abord, par l'exécution ensuite de ces tâches primordiales.

Ce Contrat, ce Programme sont les engagements que nous prenons.

Electrices, Electeurs de la circonscription de Louviers, c'est à vous de réfléchir et de choisir.



Jean BINOT
Ancien député
de la Seine-Maritime
né à Fleury-sur-Andelle (Eure)
Candidat



Henri BONNEL
Adjoint au Maire du Neubourg
Constructeur
de machines agricoles
Candidat suppléant